



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Hauts-de-France**

Unité Départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Équipe V1

Affaire suivie par : Mélanie BERGHE
melanie.berghe@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03.27.21.31.59
Fax : 03.27.21.00.54

Réf. : 2022-V1-045

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOUFFLET ALIMENTAIRE

41 rue du Petit Bruxelles
BP 79
59302 VALENCIENNES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement SOUFFLET ALIMENTAIRE implanté 41 rue du Petit Bruxelles 59302 VALENCIENNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier en date du 4 janvier 2021, une lettre concernant des nuisances sonores émanant de la société SOUFFLET ALIMENTAIRE à VALENCIENNES a été adressé à la mairie de Valenciennes. Cette lettre a été transmise à la DREAL le 25 mars 2021.

Suite à un contact avec le plaignant, un formulaire de réclamation a été transmis le 6 mai 2021.

Cette visite a été réalisée pour connaître l'état d'avancement de la société concernant cette problématique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET ALIMENTAIRE
- 41 rue du Petit Bruxelles 59302 VALENCIENNES
- Code AIOT dans GUN : 0007001219
- Régime : Autorisation

La société SOUFFLET ALIMENTAIRE exploite à Valenciennes des silos de stockage de farines et de légumes secs ainsi que des bâtiments de conditionnement. Le site de Valenciennes, filiale du groupe INVIVO depuis décembre 2021, est autorisé par arrêté préfectoral modifié du 5 mai 2008.

Les principales activités exercées consistent en :

- la réception et le contrôle des matières premières ;
- le traitement préventif par désinsectisation de certains produits réceptionnés ;
- l'usinage de la matière brute (triage, nettoyage, et blanchiment du riz) ;
- le stockage et l'expédition par camions, en vrac ou après conditionnement des produits finis ;

Des activités annexes sont également réalisées sur ce site :

- le conditionnement sans usinage de produits tels que semoule de coucous et semoule de blé ;
- la transformation de riz en farine ;
- la fabrication de produits extrudés destinés à l'alimentation animale ;
- la fabrication de fibres utilisées comme ingrédients en industrie agro-alimentaire ;
- un atelier de production de « riz minute » ou « DOYPACK ».

L'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 actualise la liste des installations classées de l'établissement. Les installations classées soumises au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature :

- Rubrique 2160 : Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables : capacité de stockage de 15 155 m³ ;
- Rubrique 1510 : Entrepôts couverts : capacité de stockage de 147 031 m³ ;
- Rubrique 2260 : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels : puissance de 1 870 kW,
- Rubrique 3642-2 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 400 t de produits finis par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bruit

2) Résultats de la visite d'inspection

L'exploitant ne s'est pas opposé à l'accès de l'inspecteur aux locaux hors ICPE.

Suite à la demande de la DREAL, l'exploitant a fourni à l'Inspection par courriel du 25 mars 2021 sa dernière mesure de bruit, datant de juillet 2020.

Cette mesure montre que les mesures (niveau sonores et émergence) sont respectées sauf de nuit en zone à émergence réglementée au point 8 (point qui ne se trouve pas à proximité du plaignant).

Il est indiqué dans ce rapport que *« la non-conformité sur ce point est due aux compresseurs, qui ont dû être déplacés sur la limite Sud après l'incendie de la partie Nord du site. Il faut noter que cette configuration est provisoire et que des actions ont déjà été entamées afin d'obtenir une nouvelle configuration du site. De jour, au vu de la circulation extérieure intense près de ce point, le bruit des compresseurs est caché. De nuit, la circulation étant beaucoup plus faible, le bruit des compresseurs entraîne donc une émergence supérieure au 3dB autorisés. »*

Un état des lieux des actions engagées par l'exploitant a été réalisé ainsi qu'une visite de l'épierreur de la chaîne n°6 du 4ème étage de la tour d'usinage et de la sortie du filtre de la chaîne 6 de la tour d'usinage.

En avril 2021, un contact entre le plaignant et la société a été mis en place; la société a démarré des investigations sur l'origine de la nuisance sonore subie par le plaignant. En collaboration étroite avec le plaignant, la société a pu isoler ce dysfonctionnement. Il s'agissait d'un silencieux défaillant sur un filtre d'aspiration de la chaîne n°6 de production de la tour d'usinage. Un piège à son a été installé le 15 juin 2021 sur ce filtre car il devait être responsable de la gêne occasionnée.

Après contact de l'exploitant avec le plaignant fin juin 2021, une amélioration était constatée mais la gêne sonore était toujours présente.

La société SOUFFLET a contacté la société Décibel France pour une intervention à partir de septembre 2021. De nouvelles investigations ont été réalisées grâce à ce bureau d'études le 4 octobre 2021. Décibel France a procédé à la mesure de l'impact sonore de 6 lignes de filtration en fonctionnement fractionné, afin de quantifier l'émergence induite par leur fonctionnement au droit du voisinage plaignant.

Les investigations ont amené à identifier 3 sources :

- la nouvelle sortie du filtre du moulin était tournée en direction du quartier du plaignant. La sortie du filtre a été réorientée.
- une station d'air comprimé temporaire est présente sous un auvent. Dès la mise en service prévue le 22/02/2022 du nouvel entrepôt, celle-ci sera supprimée.
- la tour d'usinage, et plus précisément la grille d'empierrement de la chaîne n°6 qui engendrait un sifflement important.

Après investigations, le sifflement semblait provenir d'un trou de vis manquante et d'une vis abîmée avec le flux d'air sur une grille de l'épierreur. Cette grille a été remplacée le 31 janvier 2022 matin.

L'exploitant s'est engagé à réaliser une mesure de bruit sous un délai maximal de 3 mois à compter de la mise en service de l'entrepôt en y intégrant un point en zone à émergence réglementée dans le sens du plaignant.

3) Conclusion et suites (administratives)

Une inspection a été effectuée le 31/01/2022 sur l'établissement SOUFFLET ALIMENTAIRE sur la commune de VALENCIENNES.

Conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement, une copie du rapport est transmise à l'exploitant en annexe de la lettre de suites envoyée par courriel.

L'Inspection a informé le plaignant des actions engagées par l'exploitant.